



StratégiesLocales



CARBON-BLANC

Bilan financier



Fiscalité	<u>3</u>
Dotations	<u>9</u>
Fonds de péréquation FPIC	<u>13</u>
État des lieux financier	<u>15</u>
Projections financières	<u>27</u>
Conclusions et préconisations	<u>36</u>

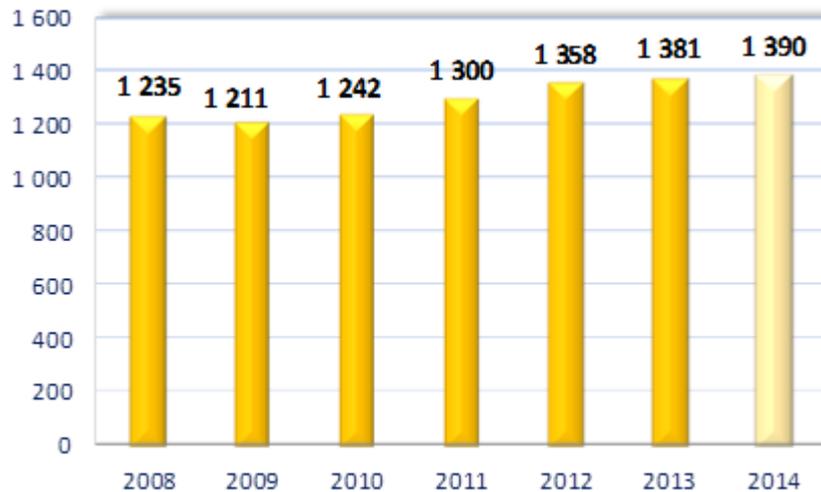


Diagnostic

Fiscalité

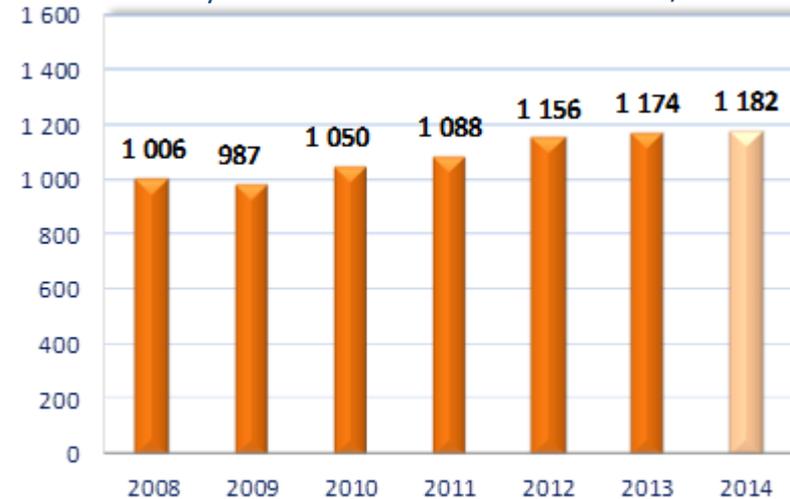
Taxe d'habitation

Moyenne de la strate en 2012 : 1 252 €/hab

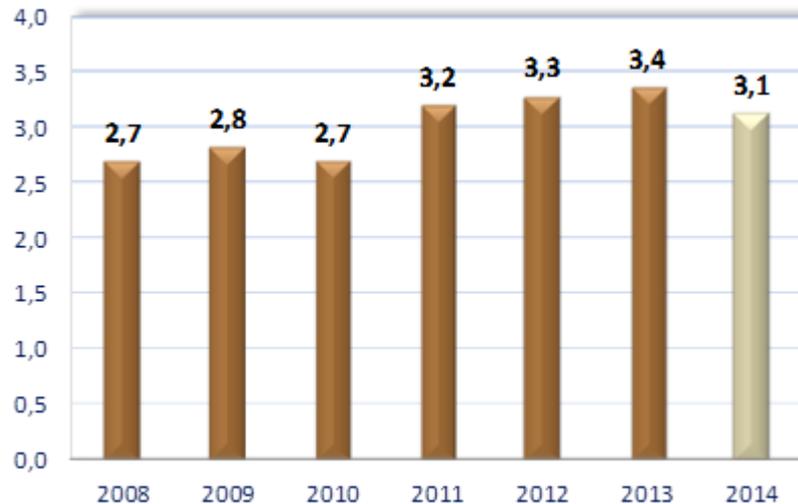


Foncier bâti

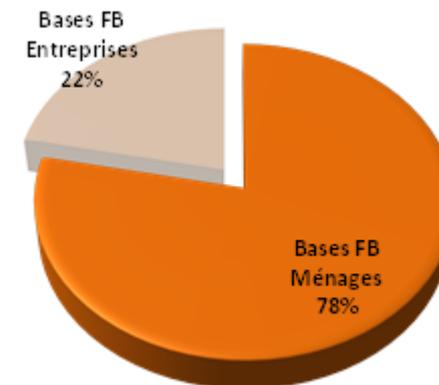
Moyenne de la strate en 2012 : 1 163 €/hab



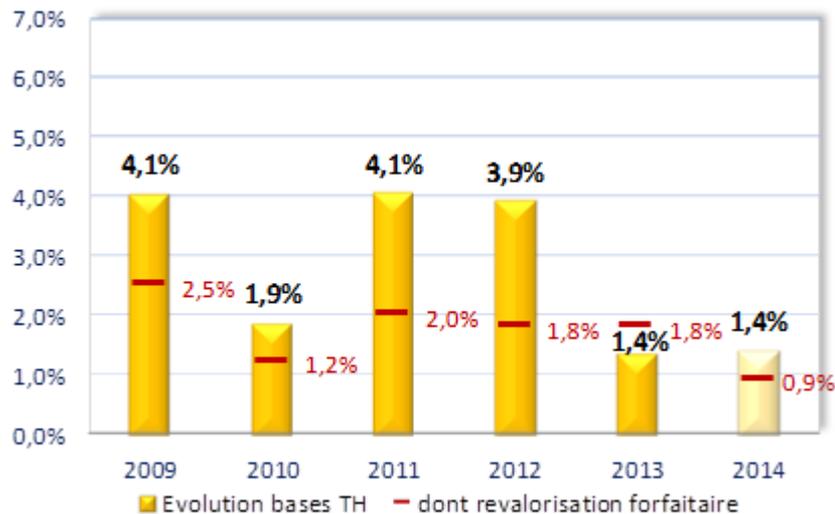
Foncier non bâti



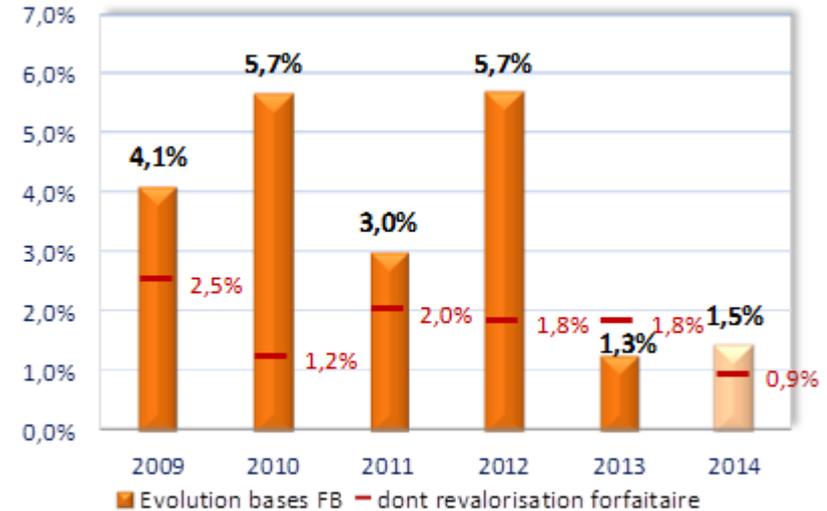
Répartition du FB Ménages/ Entreprises



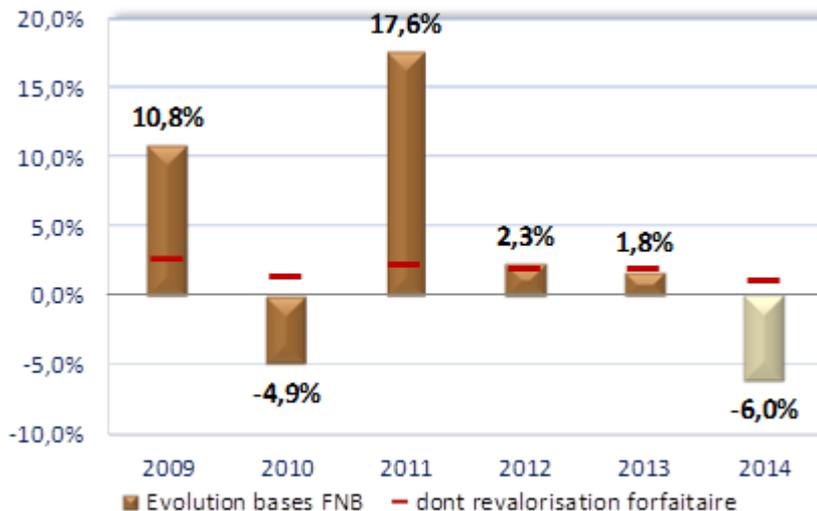
Taxe d'habitation



Foncier bâti



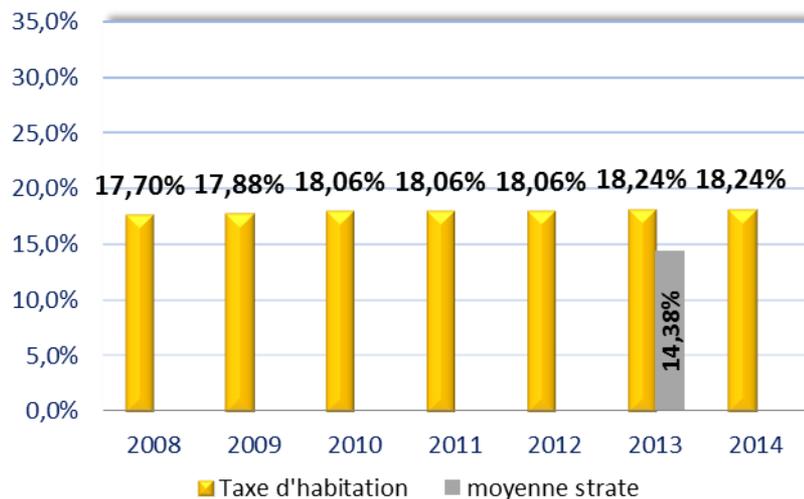
Foncier non bâti



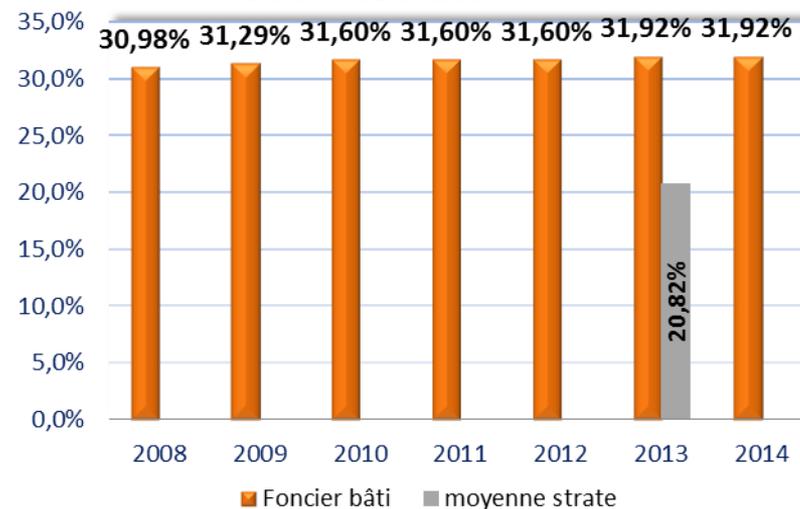
- Une progression des bases encore relativement soutenue en 2014 malgré la plus faible revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales
- **Mais des taux d'évolution en 2013 et 2014 bien inférieurs aux tendances enregistrées en début de mandat**

Taux d'imposition communal – Niveau en %

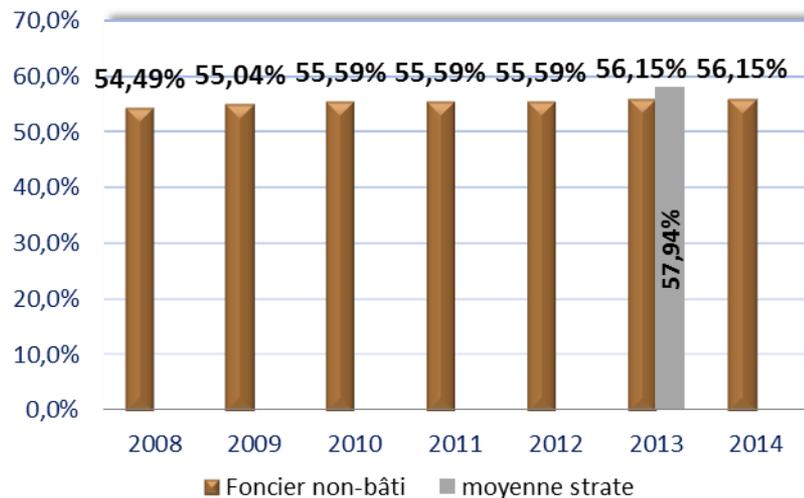
Taxe d'habitation



Foncier bâti



Foncier non bâti

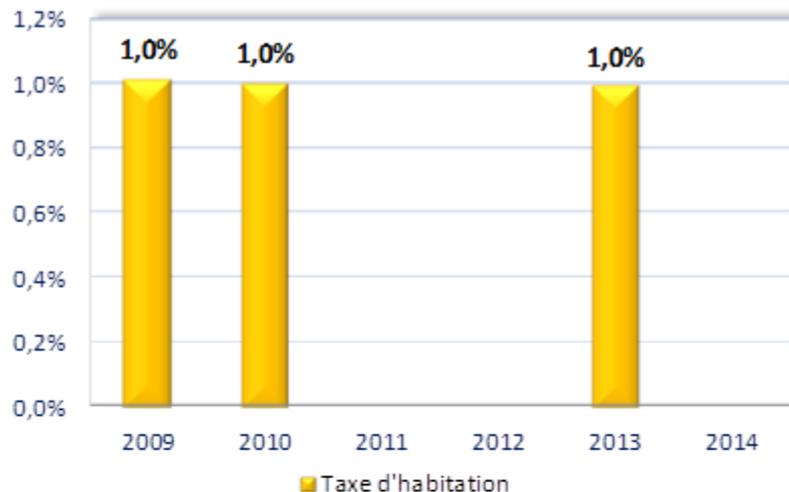


Des niveaux de taux de fiscalité relativement élevés :

- + 26% / moyenne sur le taux de Taxe d'habitation
- + 53% / moyenne sur le taux de Foncier bâti
- 3% / moyenne sur le taux de Foncier non-bâti

Taux d'imposition communal – Evolution en %

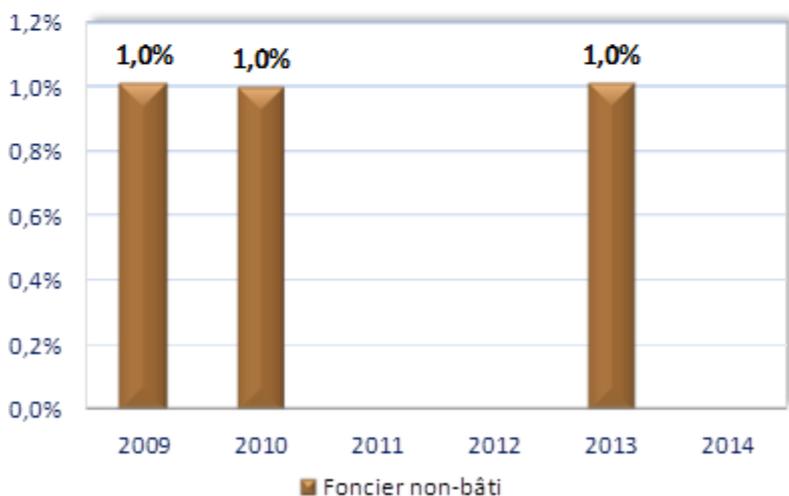
Taxe d'habitation



Foncier bâti



Foncier non bâti



- Une progression uniforme des **taux des taxes ménages : + 3% entre 2008 et 2014**
- Supplément en point de fiscalité
TH : + 0,54 point entre 2008 et 2014
FB : + 0,94 point
FNB : + 1,66 point
- Pour les contribuables, les hausses de taux s'ajoutent à la revalorisation forfaitaire annuelle des bases

Taux cumulés sur le territoire – Niveaux en %

Taxe d'habitation

2008	24,66%
2009	24,91%
2010	25,30%
2011	26,28%
2012	26,28%
2013	26,46%



Taxe Foncier Bâti

2008	43,06%
2009	43,46%
2010	44,04%
2011	46,12%
2012	46,63%
2013	47,25%



Depuis la réforme fiscale intervenue en 2011 :

- **Le département ne perçoit plus de taxe d'habitation** : transfert de la part départementale à l'intercommunalité
- **La région ne perçoit plus de taxe foncière sur les propriétés bâties** : transfert de la part régionale au département

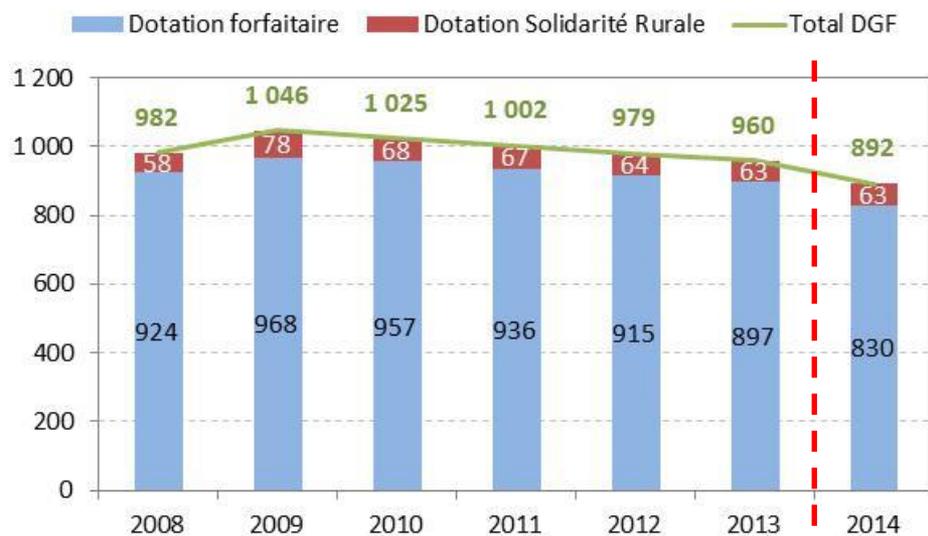
L'intercommunalité n'a pas à ce jour décidé d'instituer un taux sur le foncier bâti



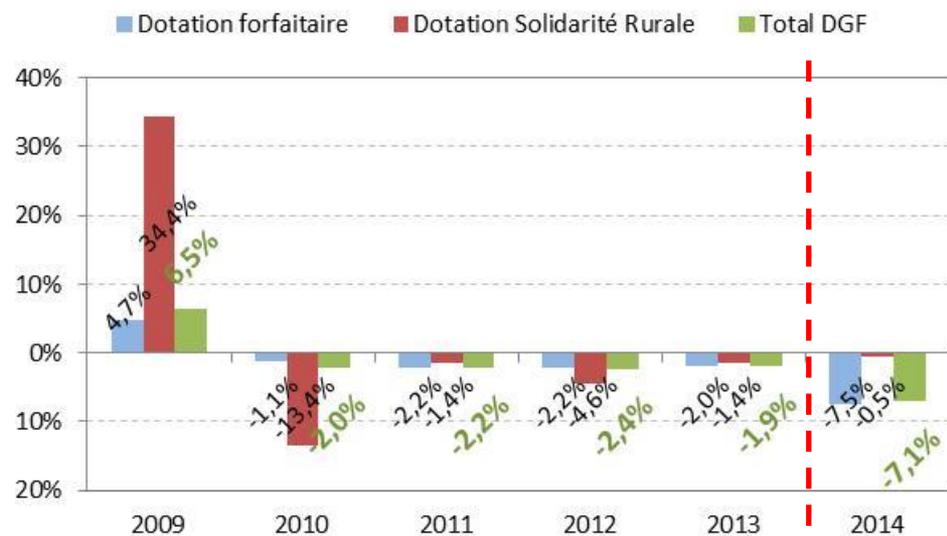
Diagnostic

Dotations

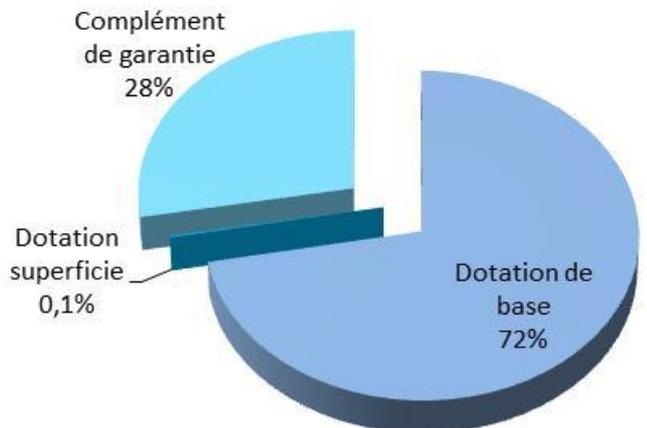
Montant de la DGF en k€



Evolution de la DGF



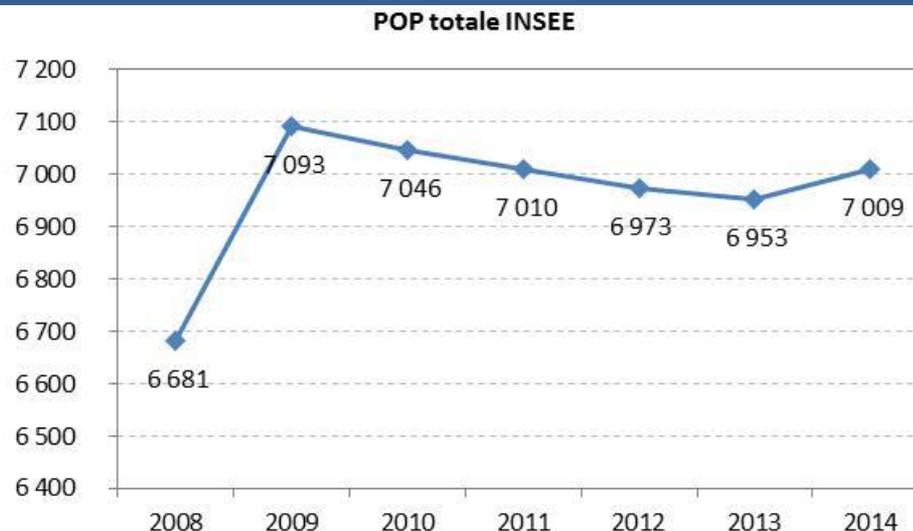
Structure de la dotation forfaitaire en 2013



La baisse de la DGF s'explique par

- **l'évolution de la population** : la dotation de base, directement liée à la population, représente 72% de la dotation forfaitaire et 67% de la DGF totale (y compris péréquation)
- **la baisse du complément de garantie** qui intervient pour les communes dont le potentiel fiscal/habitant est > 0,75 x la moyenne nationale
- **la baisse du montant attribué au titre de la dotation de péréquation**

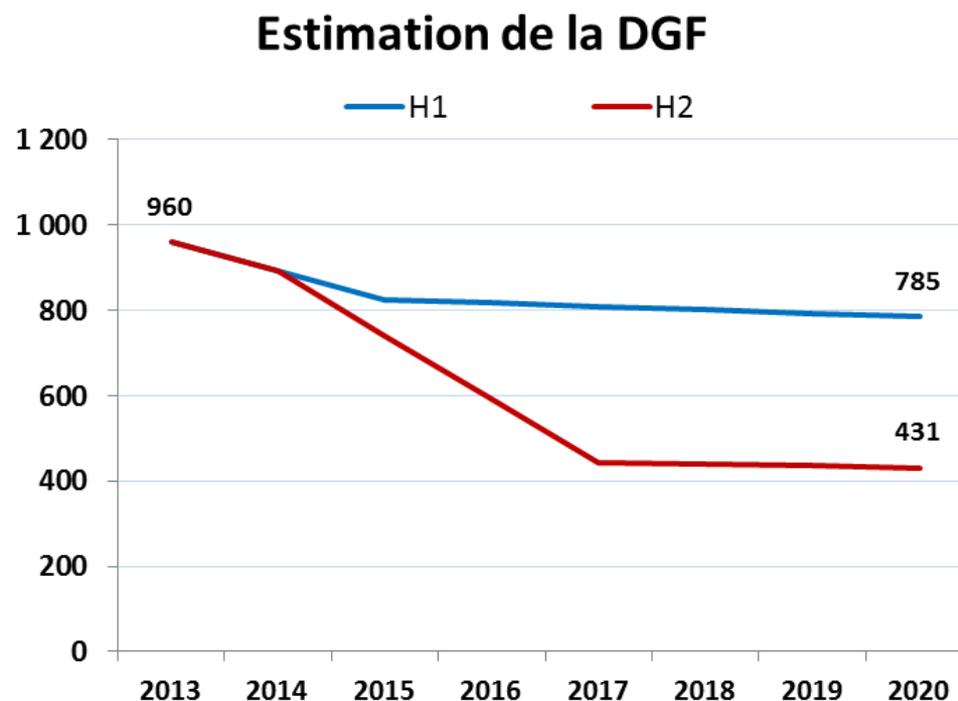
La population s'accroît...



... Mais les collectivités locales subissent la minoration de DGF de 1,5 Mds € au titre du redressement des comptes publics

	Prélèvement	Imputation	Règle de répartition entre les collectivités
Communes	- 588 millions	Dotation forfaitaire	Au prorata des recettes réelles de fonctionnement du budget principal, minorées des atténuations de produits et du produit des mises à disposition de personnel facturées dans le cadre de mutualisation de services entre l'EPCI et ses communes membres, constatées au 01/01/2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles
EPCI	- 252 millions	Dotation d'intercommunalité	
Départements	- 476 millions		
Régions	- 184 millions		

- La minoration appliquée à chaque commune est uniforme, calculée à partir d'un même coefficient : **0,75% en 2014 de l'assiette de prélèvement**
- **Pour Carbon-Blanc**, le montant de la minoration de la Dotation forfaitaire opérée en 2014 peut être évalué à - **58 000 €**



H1 : selon les mesures adoptées en Loi de Finances 2014.

H2 : en tenant compte de l'impact de l'effort annoncé de 11Md€ pour les collectivités locales entre 2015 et 2017.



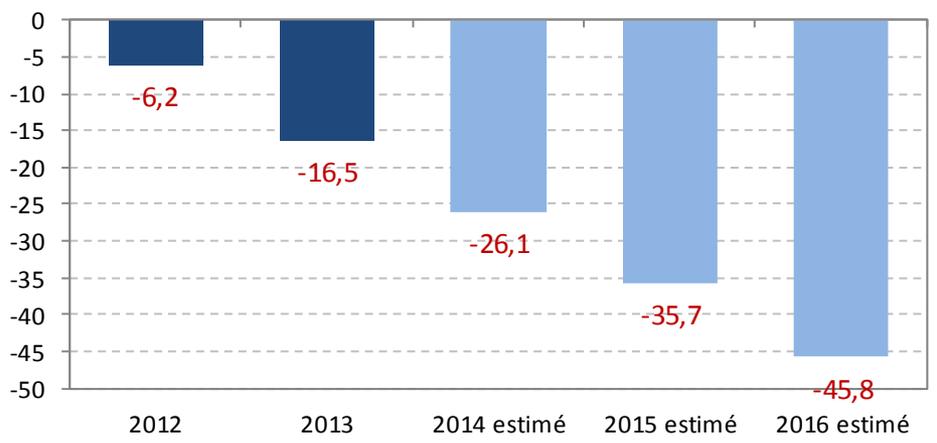
Diagnostic

FPIC

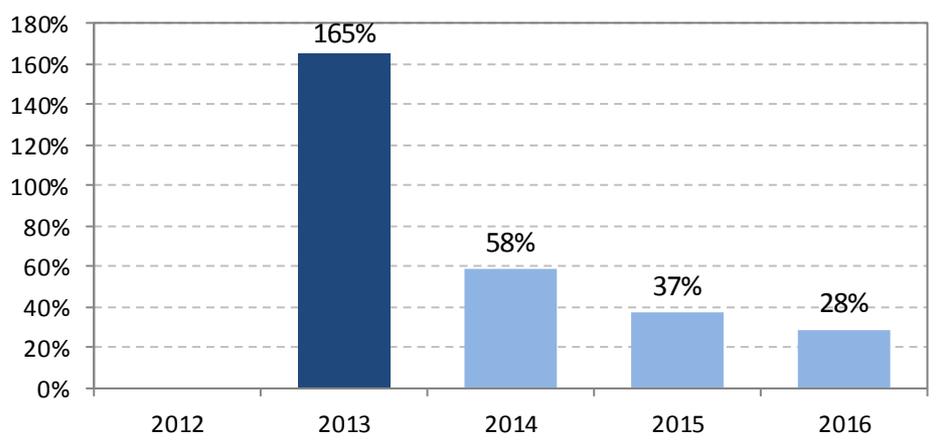
La progression du FPIC au niveau local et au niveau national

Carbon-Blanc

Montants 2012 et 2013 (k€) au titre du FPIC et estimations

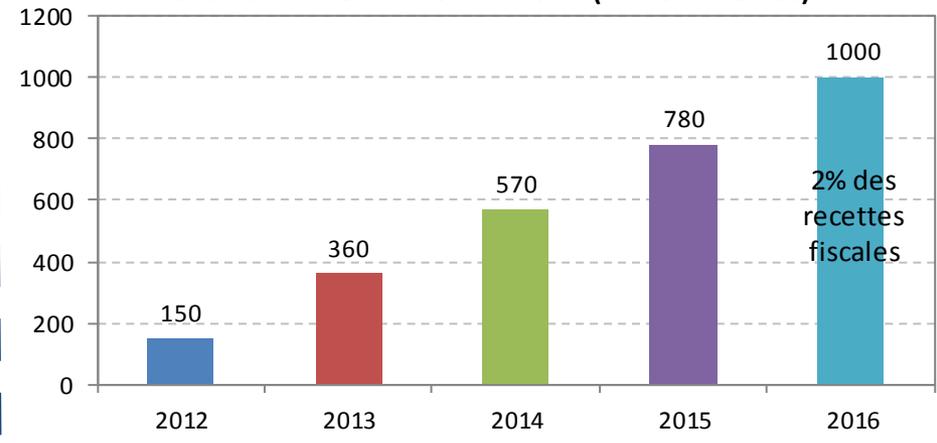


Evolutions

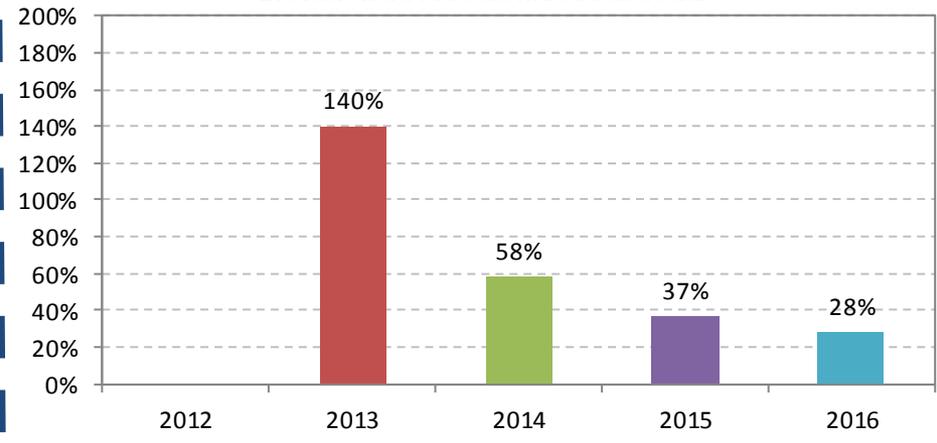


National

Montant du FPIC au niveau national (millions d'euros)



Evolution du FPIC au niveau national





Diagnostic

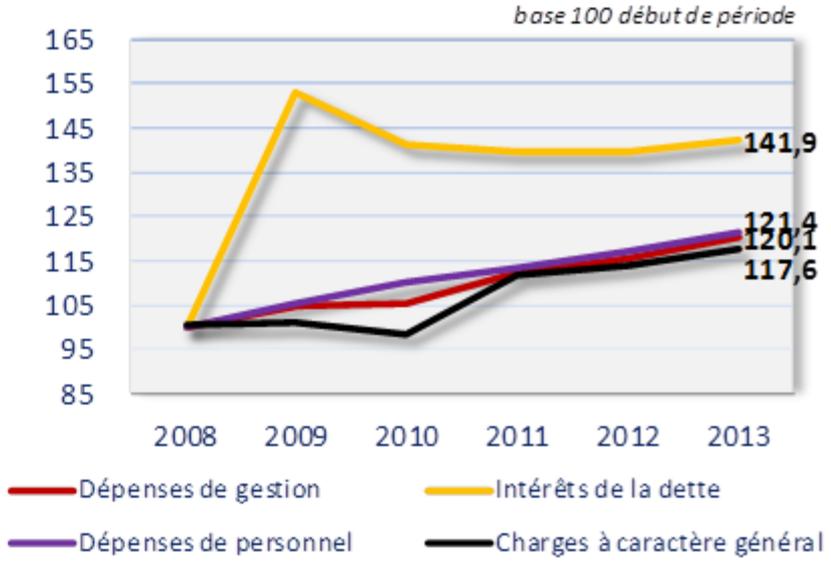
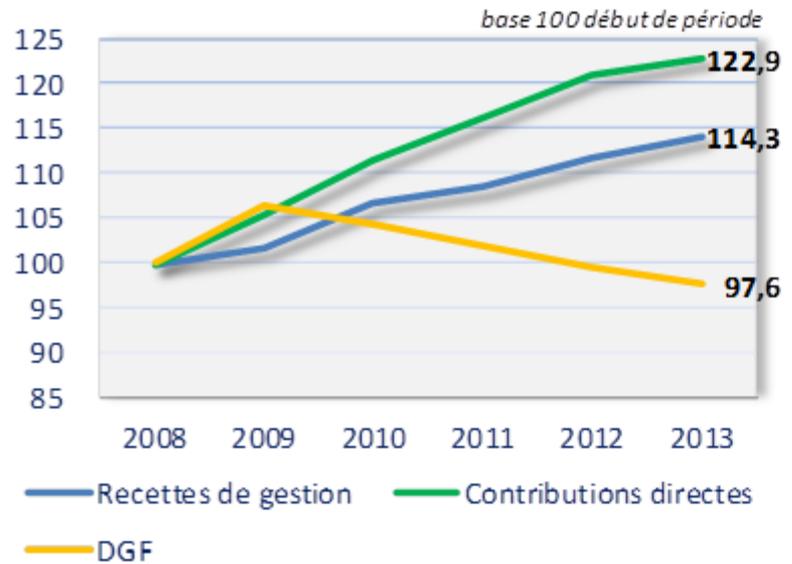
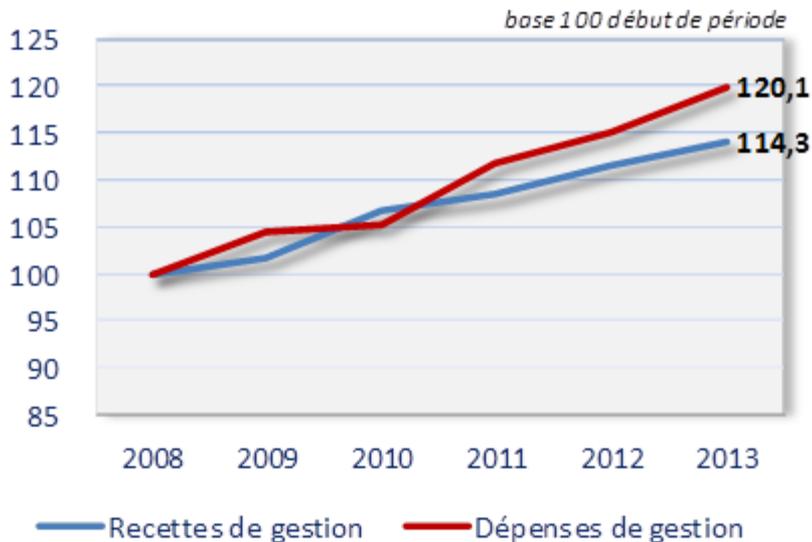
État des lieux financiers

Section de fonctionnement 2008-2013

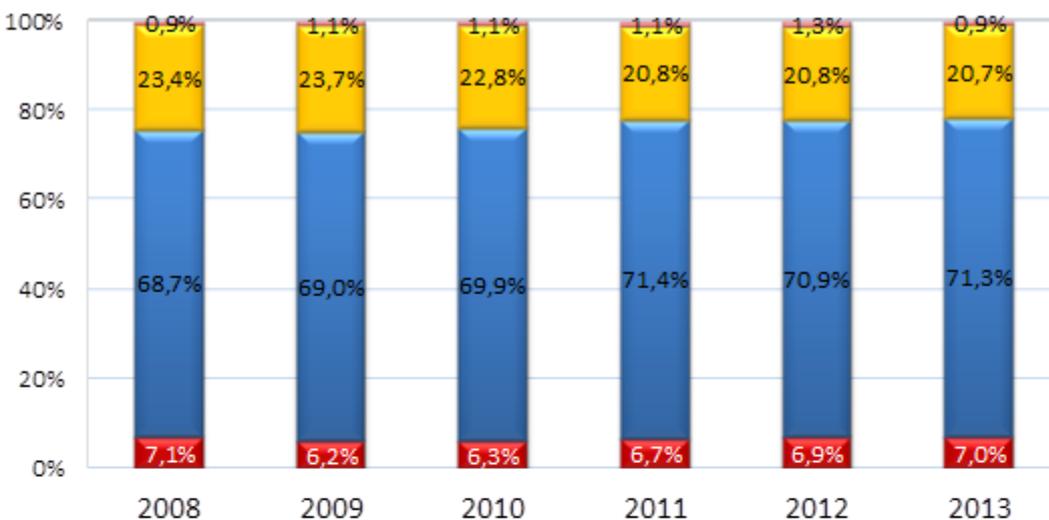
<i>en Keuros</i>	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	<i>Δ annuelle moyenne sur la période</i>	<i>en €/hab. en 2013</i>
Recettes de gestion	6 968	7 093	7 437	7 559	7 777	7 962	2,7%	1 145
Produit des services, du domaine et ventes divers	492	437	467	505	540	561	2,7%	81
Impôts et taxes (prélèv. FPIC et FNGIR déduits)	4 785	4 896	5 195	5 394	5 515	5 680	3,5%	817
<i>Contributions directes</i>	3 563	3 750	3 964	4 134	4 304	4 378	4,2%	630
<i>Attribution de compensation (AC)</i>	684	685	685	685	685	685	0,0%	99
<i>Dotation de solidarité communautaire (DSC)</i>	224	230	241	247	247	255	2,6%	37
<i>Fonds de péréquation FPIC (solde)</i>	0	0	0	0	-6	-16	-	2
<i>Autres recettes fiscales</i>	314	230	305	328	286	379	3,8%	55
Dotations et participations	1 631	1 682	1 695	1 574	1 619	1 646	0,2%	237
<i>DGF</i>	983	1 046	1 025	1 002	979	960	-0,5%	138
<i>Attribution du FDPTP</i>	60	3	3	3	2	2	-	0
<i>Autres dotations et participations</i>	588	632	668	569	638	684	3,0%	98
Autres recettes de fonctionnement	60	78	80	86	102	75	4,6%	11
Dépenses de gestion	6 123	6 405	6 455	6 856	7 057	7 353	3,7%	1 057
Dépenses de personnel	3 645	3 837	3 998	4 123	4 252	4 425	4,0%	636
Charges à caractère général	1 771	1 782	1 746	1 973	2 016	2 083	3,3%	300
Subventions de fonctionnement versées	319	337	269	335	366	372	3,1%	54
Autres dépenses de fonctionnement	387	449	443	424	423	472	4,1%	68
Epargne de gestion	845	688	982	703	720	609	-6,3%	88
Intérêts de la dette	120	184	170	168	168	171	7,3%	25
Subvention de fonct. aux SPIC & budgets annexes	0	0	0	0	0	0	-	-
<i>Solde produits - charges financières</i>	-19	1	1	-21	-1	-9	-	1
<i>Solde produits - charges exceptionnelles</i>	-1	5	-0	22	6	0	-	0
Epargne brute	705	510	814	537	557	430	-9,4%	62
Amortissement du capital de la dette	237	278	288	298	304	326	6,6%	47
Epargne nette	468	231	526	239	253	104	-26,0%	15

**Un effet de ciseaux dans l'évolution des dépenses et recettes de gestion
avec pour conséquence un affaiblissement des niveaux d'épargne**

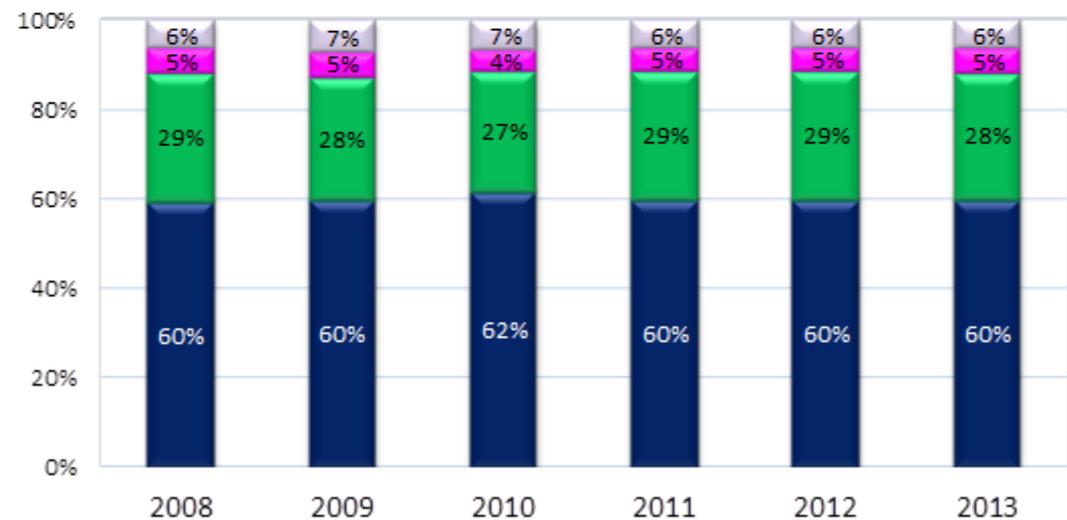
Dynamique des dépenses et recettes de fonctionnement



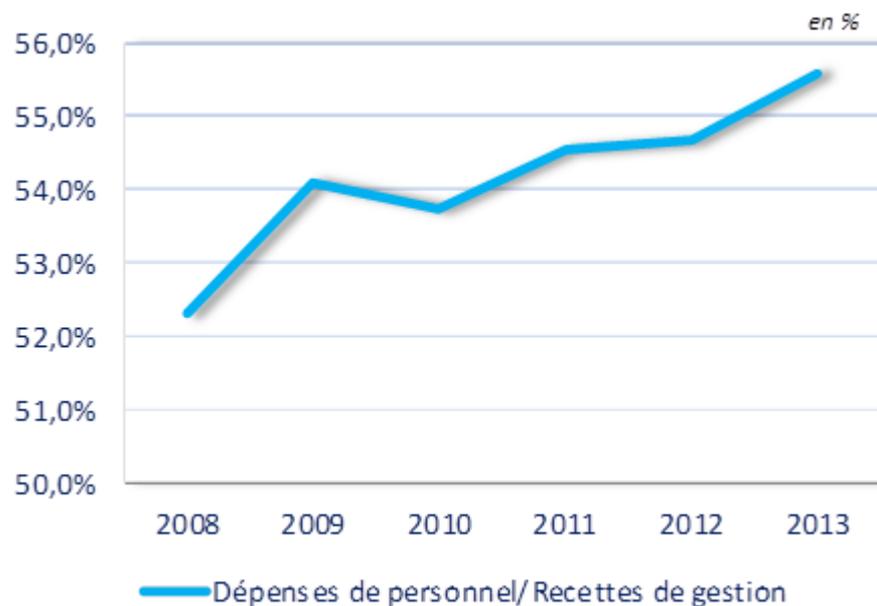
Structure des dépenses et recettes de gestion



- Autres recettes de fonctionnement
- Dotations et participations
- Impôts et taxes (prélèv. FPIC et FNGIR déduits)
- Produit des services, du domaine et ventes diverses



- Autres dépenses de fonctionnement
- Charges à caractère général
- Subventions de fonctionnement versées
- Dépenses de personnel



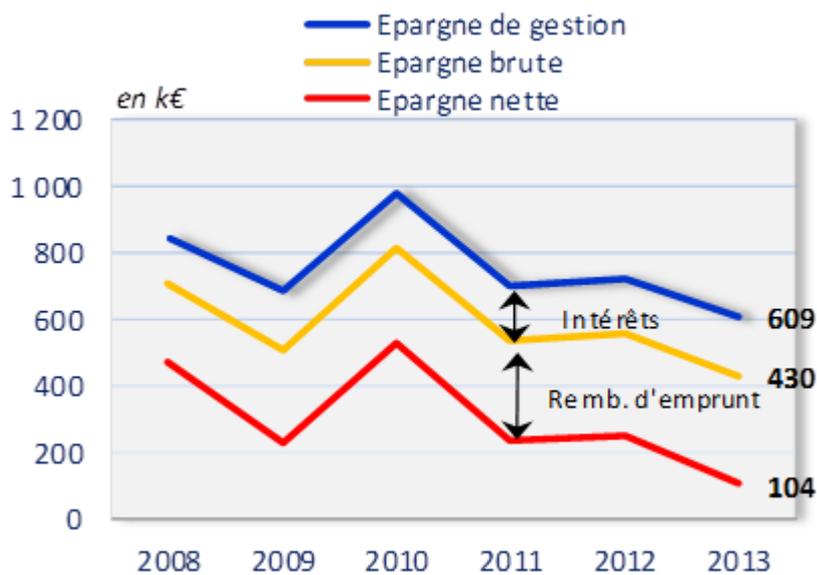
Charges de personnel : l'un des postes les plus dynamiques

- Une progression de + 4% / an en moyenne entre 2008 et 2013
- Un poids stable dans les dépenses de gestion : 60 % (contre 49% en moyenne de la strate)
- Mais un poids croissant dans les recettes de gestion : 55,6% en 2013 contre 52,3% en 2008

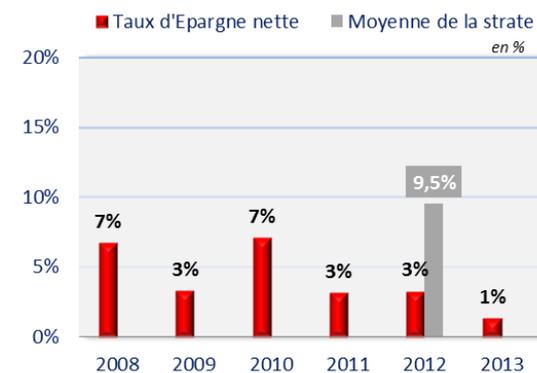
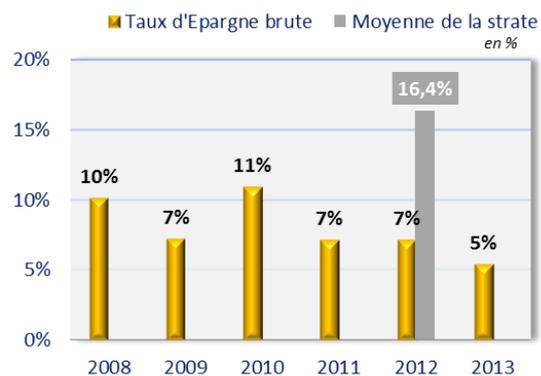
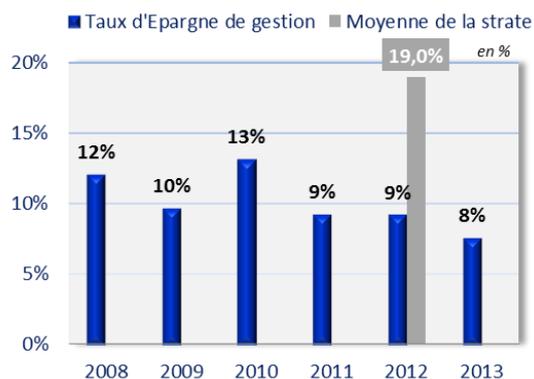
Les charges de personnel consomment une part croissante des recettes de gestion disponibles : élément de rigidification de la section de fonctionnement

Taux d'épargne (= solde d'épargne / recettes de fonctionnement)

Niveau des soldes d'épargne



Taux d'épargne (Epargne / Recettes de fonctionnement)



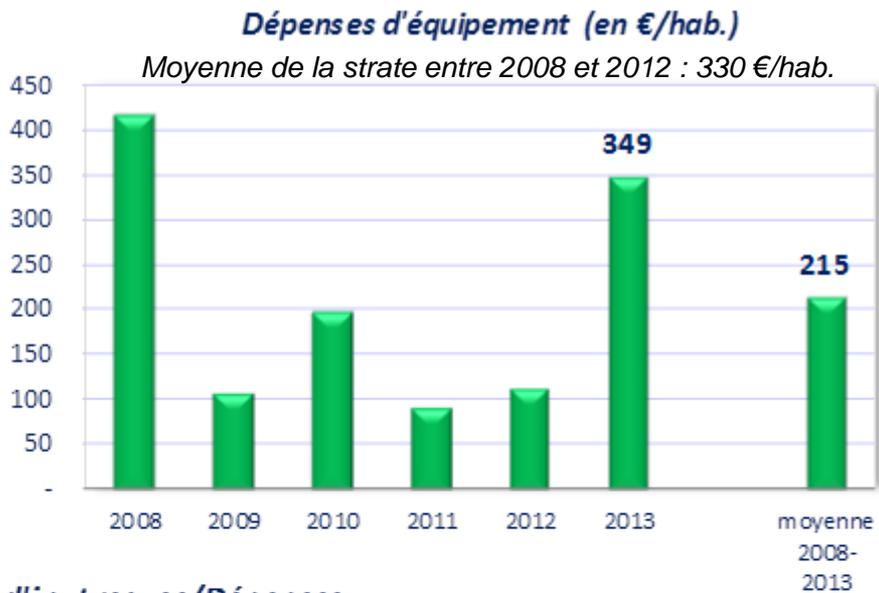
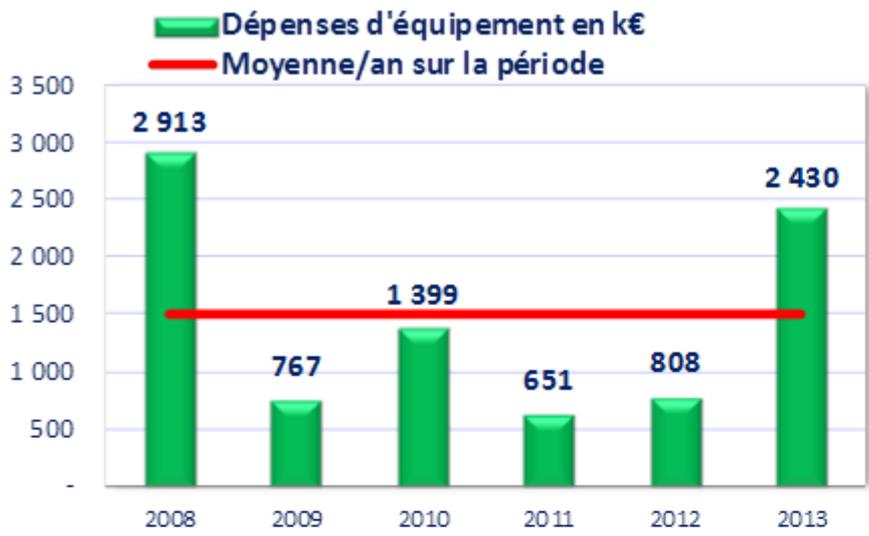
Facteurs limitant la croissance des recettes

- ralentissement de la croissance des bases d'imposition,
- niveau élevé des taux fiscalité (faible possibilité de hausse),
- baisse des dotations de l'Etat,
- accroissement du prélèvement au titre du fonds de péréquation FPIC.

Recherche d'économies budgétaires

- échapper à l'effet de ciseaux,
- restaurer les capacités d'autofinancement,
- dégager des moyens financiers pour l'investissement en recherchant toute solution alternative aux solutions budgétaires classiques (optimisation du patrimoine et valorisation de biens non stratégiques).

Dépenses d'équipement et taux de subventionnement



Un taux de subventionnement des investissements relativement faible
 (mais qui dépend aussi du type d'investissement réalisé)

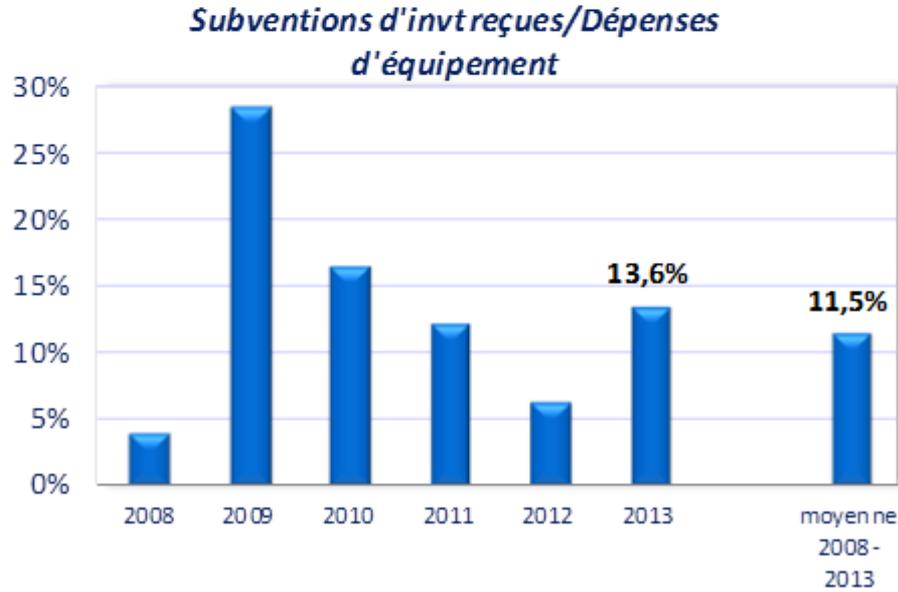
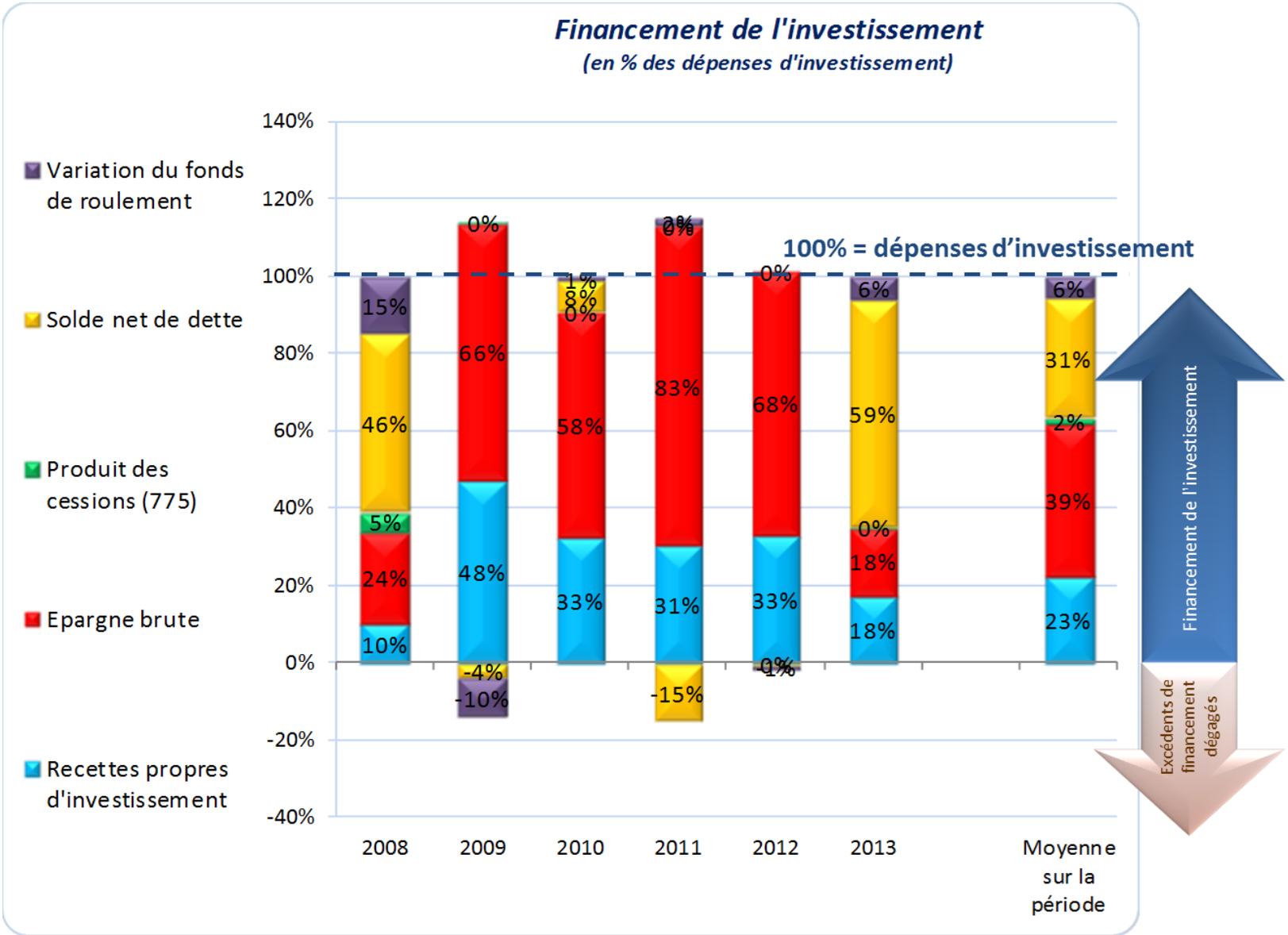
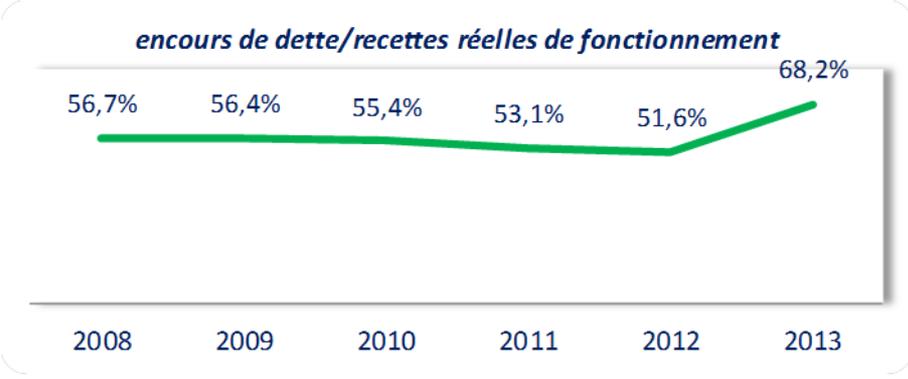
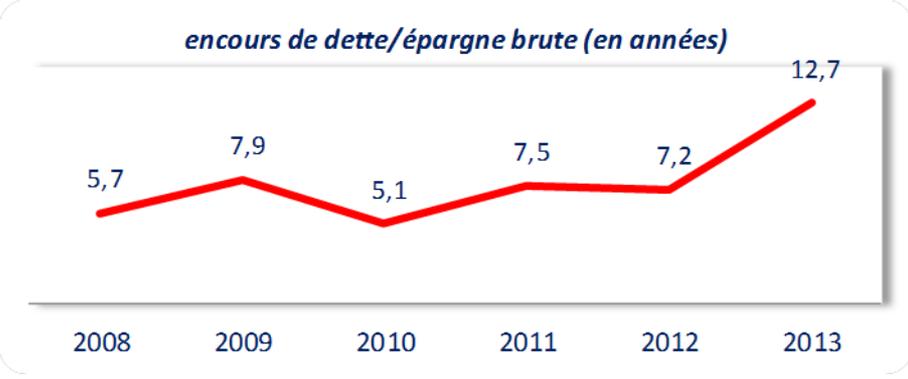
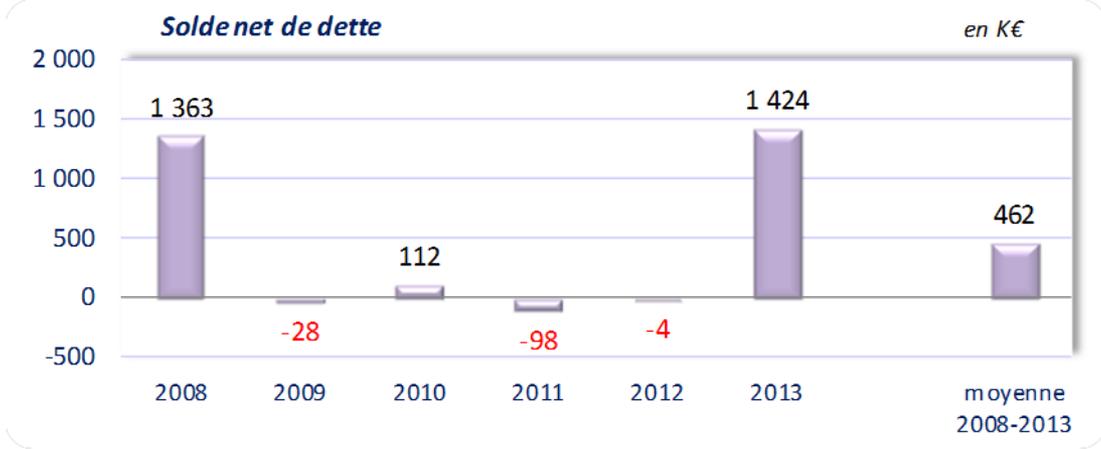


Schéma de financement des investissements



	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Encours de dette au 31/12 (en k€)	2 676	4 039	4 010	4 123	4 025	4 018	5 443
en €/hab	401	605	565	585	574	576	783

Un encours de dette multiplié par 2 entre fin 2007 et fin 2013



- **Montant moyen des investissements de 2008 à 2013 : 1 500 k€ / an**
sensiblement inférieur à l'effort d'investissement des communes comparables
- **Taux de subventionnement : 11,5% en moyenne sur la période**
les subventions sont faibles par rapport aux niveaux habituels (*de l'ordre de 20%*)
- **Encours de dette : multiplié par 2 entre fin 2007 et fin 2013**
la dette engendre aujourd'hui une contrainte très forte dans les équilibres financiers de la ville : réduction constante de ses capacités d'autofinancement



Prospectives

Projections financières

Fonctionnement – Hypothèses pour les simulations

Recettes de fonctionnement	2015-2020
Produits des services, du domaine et vente diverses	+ 3% par an
Contributions directes	Bases de fiscalité : TH et FB : +1,5%/an FNB : +1,0%/an Stabilité des taux
Autres recettes fiscales (essentiellement taxe sur l'électricité et droits de mutation)	+ 2% par an
DGF	Prise en compte des baisses annoncés des concours financiers
Autres dotations et participations	+ 3% par an
FPIC	Progression en lien avec le rythme de montée en charge du fonds
Autres recettes de fonctionnement	+ 2% par an

Dépenses de fonctionnement	Rappel 2008-2013	2015-2020
Dépenses de personnel	+4%/an	+ 1,5% par an
Charges à caractère général	+3,3%/an	+ 0,5% par an
Subventions de fonctionnement versées	+3,1%/an	+ 0,5% par an
Autres dépenses de fonctionnement	+4,1%/an	+ 1% par an

Un corps d'hypothèses qui suppose à compter de 2015 une progression des dépenses de fonctionnement beaucoup plus modérée que par le passé



Dépenses d'investissements

Réalisé en moyenne 2008-2013

1 500 k€ / an

Hypothèse 2014-2020

500 K€ / an



Recettes d'investissement

Subventions reçues

10% des dépenses
d'équipement

Taux FCTVA

15,761% à compter de 2016
(contre 15,482% actuellement)

Résultat de clôture

20 jours de dépenses totales

Emprunts nouveaux *(ajustement pour équilibre budgétaire)*

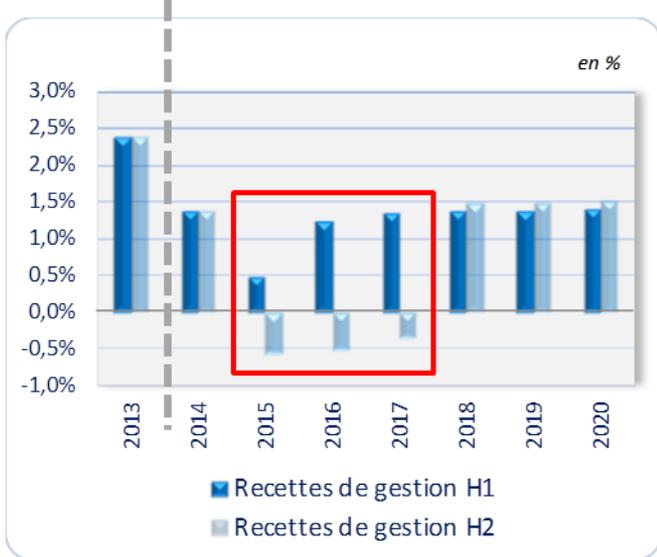
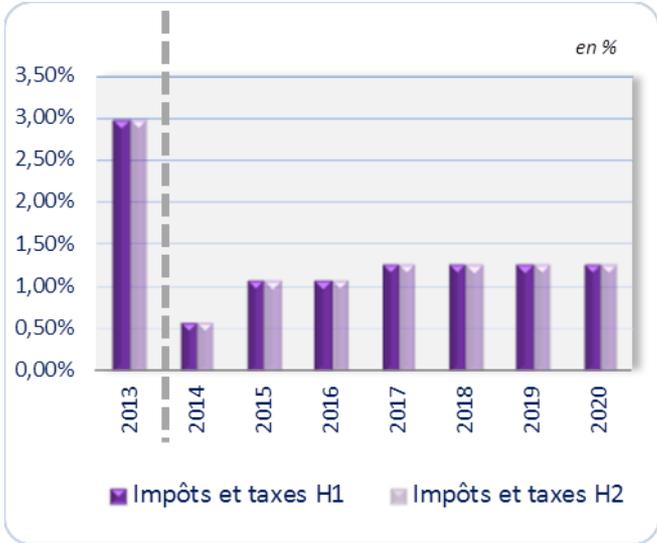
Durée

15 ans

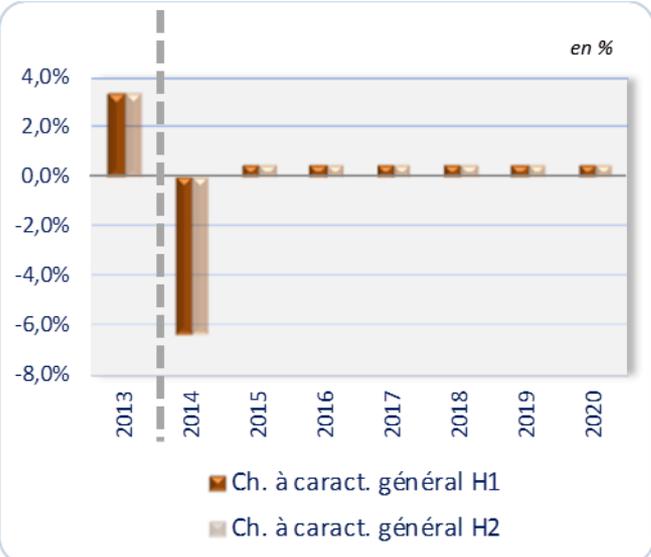
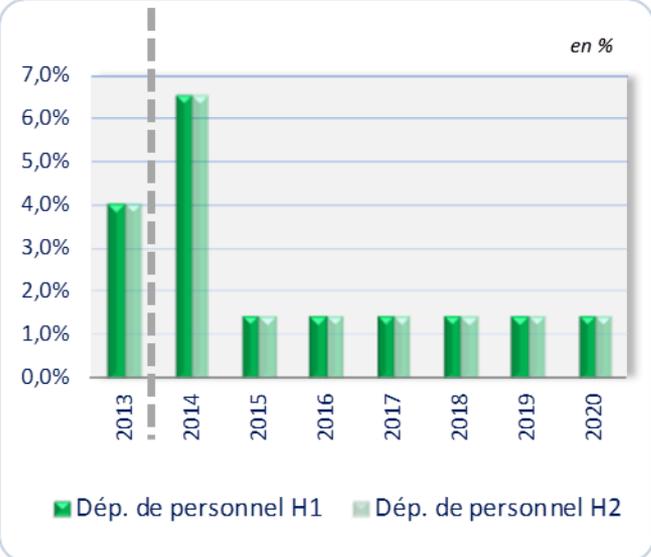
Taux d'intérêts

4,5%

Dynamiques sur les recettes de fonctionnement à l'horizon 2020

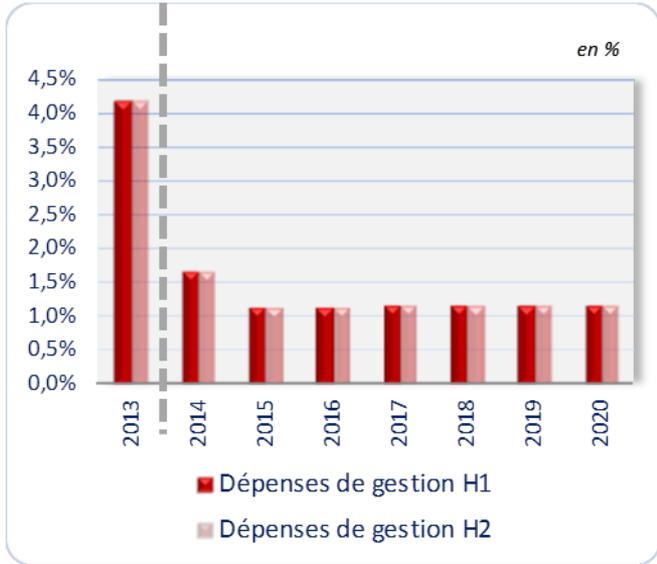


Dynamiques sur les dépenses de fonctionnement à l'horizon 2020



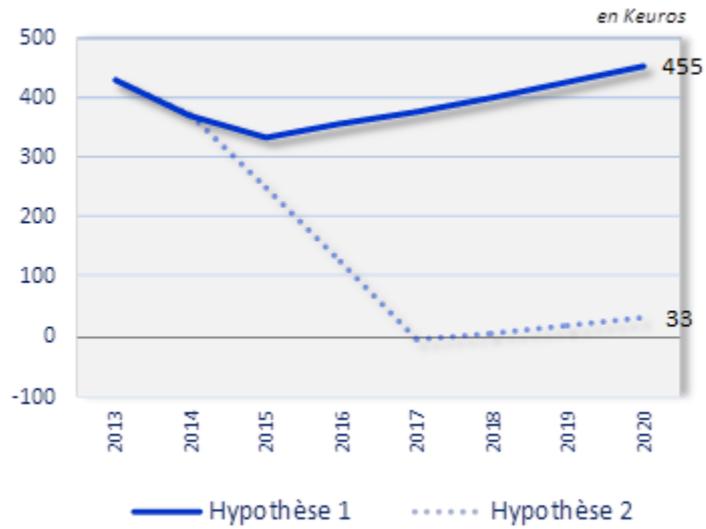
Efforts conséquents sur le personnel

Limitation des charges courantes

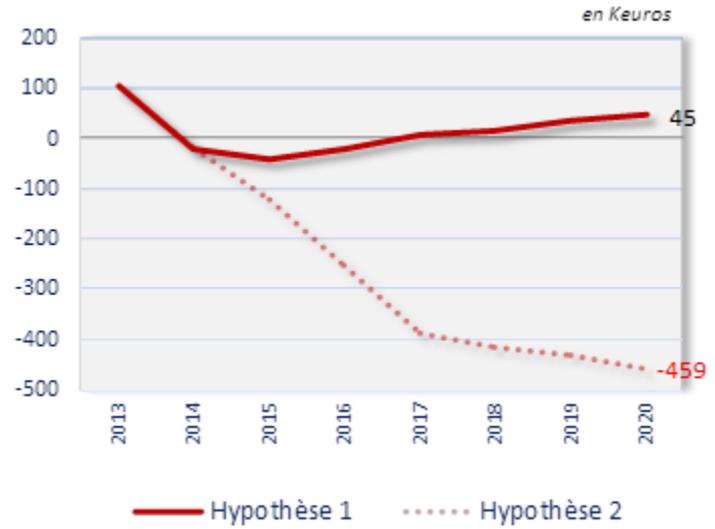


Niveau des épargnes à l'horizon 2020

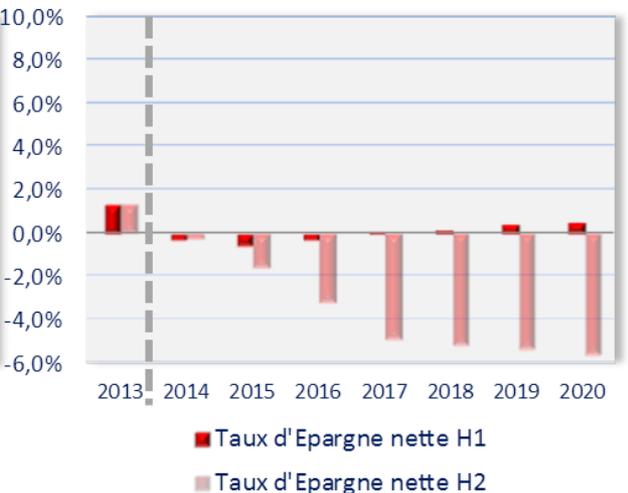
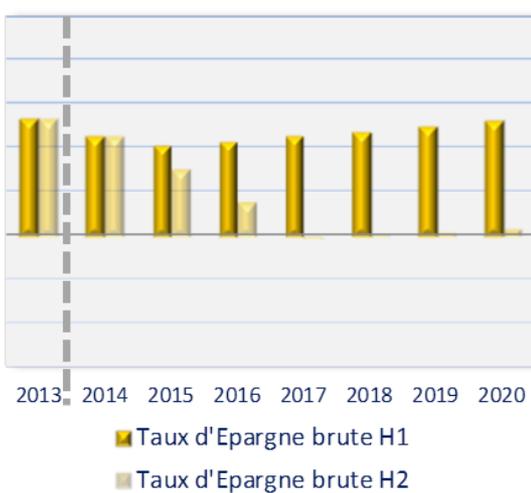
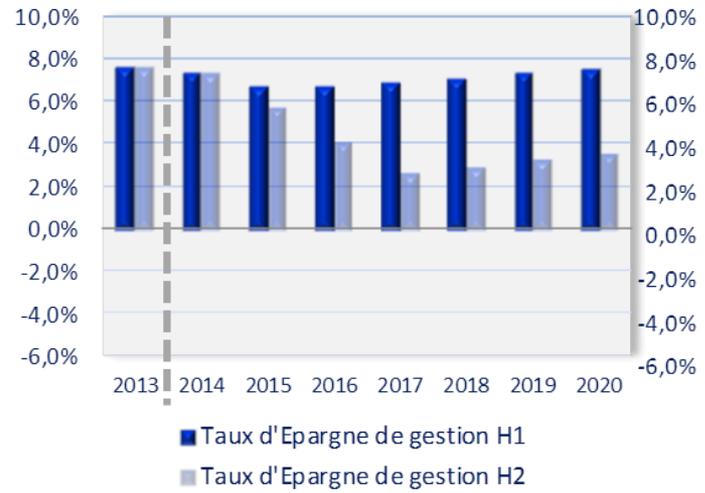
Epargne brute



Epargne nette

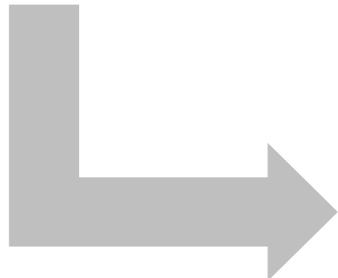
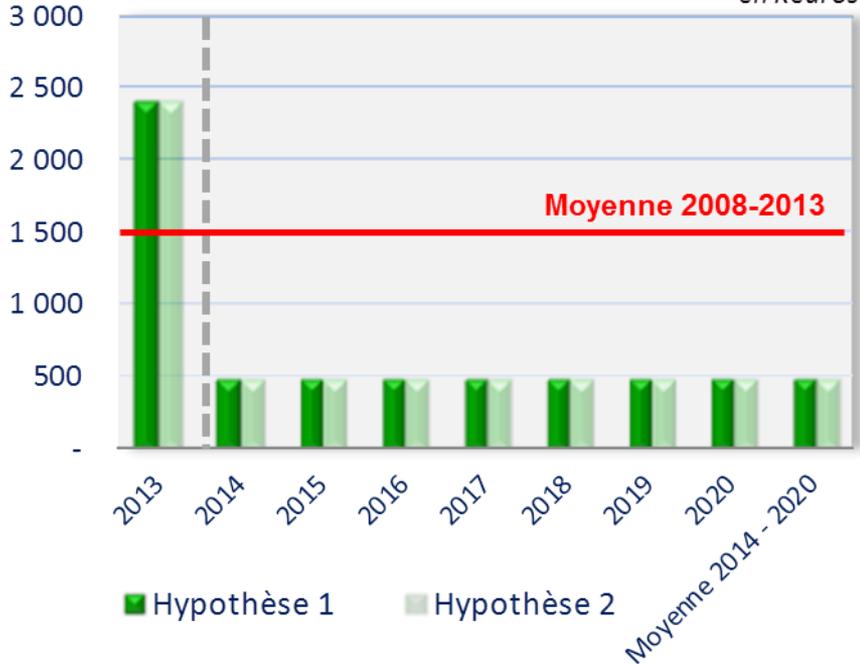


Taux d'épargne (épargne / recettes de fonctionnement) à l'horizon 2020



Dépenses d'investissement

en Keuros



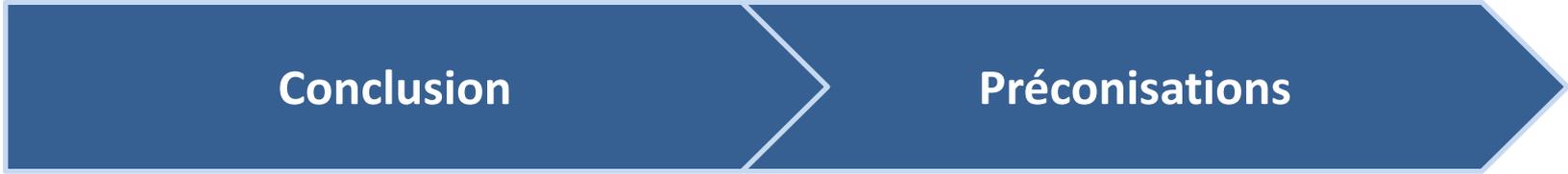
Ce niveau d'investissement est-il suffisant pour entretenir normalement les équipements publics de la ville ?

-> risque de vieillissement des équipements

- **Scénario H1** : un scénario qui montre l'ampleur des efforts à réaliser pour stopper la diminution des soldes d'épargne
 - un effort pour contenir les dépenses de fonctionnement (qu'il faudrait peut-être même réduire)
 - un niveau d'investissement très bas (permet-il d'assurer l'entretien des équipements existants ?)

- **Scénario H2** : un scénario crash qui montre les risques que les économies de 11 Mds € à réaliser par les collectivités locales entre 2015 et 2017 produiraient sur le budget de Carbon-Blanc
 - si la répartition des efforts était la même qu'en 2014, apparition d'un déficit structurel à compter de 2016 : l'épargne brute et les recettes d'investissement ne sont plus suffisantes pour couvrir les remboursements de dette.
Ce second scénario est parfaitement irréaliste

La réalité se situera certainement entre ces deux scénarios, ce qui nécessite de rechercher toute source d'économie ou tout levier susceptible de dégager des moyens pour maintenir un niveau d'investissement suffisant



Conclusion

Préconisations

Nécessité de rechercher toute mesure d'économie ou de levier

Les équilibres financiers ne permettent pas de faire face aux réductions des concours financiers de l'Etat et à l'augmentation du prélèvement FPIC, il convient donc de rechercher toutes les pistes qui permettront de redresser les équilibres financiers :

- Contenir au maximum les charges de personnel,
- Rechercher toutes les sources d'économies dans les charges à caractère général (dépenses de fonctionnement courant de la ville),
- Analyser le besoin de maintien du patrimoine pour mettre en adéquation ce dernier avec les réelles capacités financières de la ville,
-> éviter un vieillissement prématuré des équipements publics et du patrimoine
- Limiter au maximum le recours à l'endettement, aujourd'hui trop contraignant,
- Rationaliser les usages du patrimoine de la ville afin de dégager des ressources de cessions (pour autofinancer les investissements nouveaux) et pour optimiser les coûts de fonctionnement.

Un besoin pérenne d'autofinancement de l'ordre de 400 à 500 K€/an semble nécessaire au retour à l'équilibre des finances de la ville